



29 AVR. 2013

A

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs
et Chefs de Postes Consulaires

Objet : Rapport du « Congressional Research Service » sur le Sahara

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le « Congressional Research Service Reports », une institution de recherche et d'analyse au service exclusif du Congrès américain, a publié, le 14 avril 2013, un rapport intitulé « Western Sahara ». Ce document, préparé par M. Alexis Arieff, traite du conflit du Sahara, de son évolution et de ses défis.

L'auteur constate que le Sahara est un terrain de compétition pour le leadership régional entre le Maroc et l'Algérie depuis leurs indépendances. La question du « Sahara occidental » a tendance à unifier les Marocains et renforcer leur soutien à la monarchie, elle constitue, aussi, un barrage aux ambitions régionales de l'Algérie.

Pour le Président Bouteflika et ses camarades du FLN, souligne l'auteur, si le Polisario prenne le contrôle du Sahara, l'Algérie devrait bénéficier d'un accès à l'océan Atlantique. Si le conflit persiste, il reste, toujours, un moyen d'affaiblir le Maroc et l'isoler diplomatiquement en Afrique.

Le document rappelle, ensuite, le soutien des américains au plan d'autonomie proposé par le Maroc, notamment en 2011 par Madame Clinton qui a parlé d'un plan « sérieux, réaliste et crédible ». Elle a réitéré le soutien américain aux négociations organisées par l'ONU, lors d'une rencontre avec le ministre algérien des Affaires étrangères M. Medelci en Janvier 2012, en déclarant: « Nous continuons à soutenir les efforts visant à trouver une solution pacifique, durable et mutuellement. Nous soutenons les négociations menées par les Nations Unies, et nous encourageons toutes les parties, y compris l'Algérie, à jouer un rôle actif pour tenter de progresser vers une résolution ». Une formulation similaire a été utilisée dans une déclaration conjointe Maroc-américaine, en Septembre 2012.

L'auteur a insisté sur le soutien de nombreux membres du Congrès aux initiatives marocaines, notamment le plan d'autonomie des provinces du Sud. Le sénateur Richard Lugar a, en effet, mené une mission dans la région, qui a abouti à la libération de 404 prisonniers de guerre marocains détenus pendant des années en Algérie. D'autres membres du Congrès soutiennent le référendum et ont exprimé leur « préoccupation quant aux droits de l'homme et des libertés politiques dans ce territoire ». Des préoccupations qui ont, parfois, conditionné l'octroi des crédits relatifs à l'aide étrangère octroyée par les USA.

Les responsables américains, ajoute l'auteur du document, considèrent le Maroc comme un allié régional clé, partenaire de la lutte antiterroriste, acteur constructif dans la politique au Moyen-Orient et un exemple pour les autres pays arabes. Ainsi, les responsables américains préféreraient une solution au conflit du « Sahara occidental » qui n'aurait pas comme conséquence la déstabilisation du Maroc.

Tout en rapportant les inquiétudes relatives aux droits de l'homme concernant les limites à la liberté d'expression dans les camps de réfugiés administrés par le polisarrio à Tindouf, en Algérie, le rapport souligne que les américains expriment, aussi, leur inquiétude quant à « l'administration marocaine du Sahara occidental, et le manque de liberté d'expression lorsqu'il s'agit de contester la position de la monarchie ou la souveraineté territoriale ». A ceci s'ajoute « les interventions parfois violentes des force de l'ordre lors des manifestations dans la région ». Dans le même temps, le rapport rappelle les efforts du Maroc, sous l'égide de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, à travers l'initiative : « Equité et Réconciliation dans la prise en compte publique des violations des droits de l'homme commises dans le passé, et dans l'indemnisation des victimes,»

Le rapport décline ensuite, exemples à l'appui, les liens du polisarrio avec les groupes terroristes de la région. Plusieurs personnes originaires des camps de Tindouf semblent être actives dans le « MUJWA » ou au sein « AQMI », ce qui augmente les craintes qu'un « Sahara occidental » indépendant serait un Etat faible et vulnérable, susceptible d'être infiltré par les terroristes. Le polisarrio conteste cette qualification et accuse les services de sécurité marocain de soutenir les réseaux terroristes et criminels, note le document.

Et de poursuivre qu'en avril 2012, un coordonnateur du département d'Etat à la lutte antiterroriste, Monsieur Daniel Benjamin a déclaré devant le Congrès : « j'ai vu les rapports de l'implication d'Al-Qaïda dans les camps du polisarrio et chaque fois que nous avons creusé plus profond, nous avons constaté que ces rapports étaient faux ».

En guise de conclusion Monsieur Alexis Arieff rappelle que le polisarrio menace, périodiquement, de revenir à la lutte armée, mais il semble incapable de le faire sans l'aide et la permission de l'Algérie. Ce qui est difficile, puisque le voisin algérien se concentre, actuellement, sur son économie, sur son image au niveau international et sur sa lutte antiterroriste au niveau national. De plus, certaines menaces rhétoriques permettant aux dirigeants des séparatistes de calmer leurs jeunes militants dans les contestations sociales augmentent de plus en plus.

